

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2003 — 3358

[C — 2003/29433]

**17 JUILLET 2003. — Décret relatif à une intervention dans les frais de transport en commun public
et/ou dans l'utilisation de la bicyclette des membres du personnel (1)**

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *Champ d'application*

Article 1^{er}. § 1^{er}. Le présent décret est applicable aux :

1° membres du personnel et aux chefs des établissements d'enseignement maternel, primaire, fondamental, secondaire, de promotion sociale, des Hautes Ecoles, des Ecoles supérieures des arts et de l'Institut supérieur d'architecture organisés par la Communauté française;

2° membres du personnel subsidiés et aux pouvoirs organisateurs des établissements d'enseignement maternel, primaire, fondamental, secondaire, secondaire artistique à horaire réduit, de promotion sociale, des Hautes Ecoles, des Ecoles supérieures des arts et des Instituts supérieurs d'architecture subventionnés par la Communauté française;

3° membres du personnel technique et aux directeurs des centres psycho-médico-sociaux organisés par la Communauté française;

4° membres du personnel technique subsidié et aux pouvoirs organisateurs des centres psycho-médico-sociaux subventionnés par la Communauté française;

5° aux membres du personnel administratif, aux membres du personnel de maîtrise, gens de métier et de service et aux chefs des établissements d'enseignement maternel, primaire, fondamental, secondaire, de promotion sociale, des Hautes Ecoles, des Ecoles supérieures des arts et des Instituts supérieurs d'architecture organisés par la Communauté française.

§ 2. Les agents contractuels subventionnés sont considérés comme membres du personnel pour l'application du § 1^{er}.

Pour l'application du présent décret, il faut entendre par chef d'établissement :

— dans les Hautes Ecoles de la Communauté française, le conseil d'administration;

— dans les Ecoles supérieures des arts et les Instituts supérieurs d'architecture, le directeur.

CHAPITRE II. — *Droit à une intervention*

Art. 2. Pour permettre aux membres du personnel visés à l'article 1^{er} de se rendre chaque jour du lieu de leur résidence au lieu de leur travail, et inversement, il leur est octroyé une intervention dans les frais de transport en commun public et/ou dans l'utilisation de la bicyclette.

L'intervention est à charge :

— du pouvoir organisateur des établissements d'enseignement maternel, primaire, fondamental, secondaire, secondaire artistique à horaire réduit, de promotion sociale, des Hautes Ecoles, des Ecoles supérieures des arts et des Instituts supérieurs d'architecture subventionnés par la Communauté française s'il s'agit d'un membre du personnel subsidié de l'enseignement subventionné;

— de l'établissement d'enseignement maternel, primaire, fondamental, secondaire, de promotion sociale, des Hautes Ecoles, des Ecoles supérieures des arts et de l'Institut supérieur d'architecture organisés par la Communauté française s'il s'agit d'un membre du personnel de l'enseignement organisé par la Communauté française;

— du centre psycho-médico-social s'il s'agit d'un membre du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux organisés par la Communauté française;

— du pouvoir organisateur s'il s'agit d'un membre du personnel technique subsidié des centres psycho-médico-sociaux subventionnés par la Communauté française.

CHAPITRE III. — *Transports en commun publics par chemin de fer*

Art. 3. Sans préjudice de l'application d'autres dispositions légales et réglementaires concernant l'intervention financière de l'employeur dans le prix du transport des membres de son personnel, pour le transport organisé par la Société nationale des chemins de fer belges, l'intervention dans le prix de la carte train assimilée à l'abonnement social est égale au montant repris au tableau annexé à l'arrêté royal portant exécution de la loi du 27 juillet 1962 établissant une intervention des employeurs dans la perte subie par la Société nationale des Chemins de Fer belges par l'émission d'abonnements pour ouvriers et employés.

CHAPITRE IV. — *Transports en commun publics autres que le chemin de fer*

Art. 4. Pour les transports en commun publics autres que le transport par chemin de fer sur une distance, à partir de la halte de départ, égale ou supérieure à 3 km, le montant de l'intervention est fixé comme suit :

a) lorsque le prix est unique, sans indication de la distance, quelle qu'elle soit et que celle-ci ne peut être contrôlée, l'intervention est fixée de manière forfaitaire à 50 % du prix effectivement payé par le membre du personnel, sans toutefois dépasser le montant de l'intervention dans le prix de la carte train assimilée à l'abonnement social pour une distance de 7 km;

b) lorsque le prix du transport est proportionnel à la distance, l'intervention est égale au montant de l'intervention dans le prix de la carte train assimilée à l'abonnement social pour une distance correspondante.

L'intervention est calculée de la même façon lorsque, en cas de prix unique, la distance parcourue est mentionnée par le titre de transport ou peut être contrôlée auprès de la société organisant le transport utilisé par le membre du personnel.

CHAPITRE V. — *Transports en commun publics combinés*

Art. 5. Lorsque le membre du personnel combine plusieurs moyens de transport en commun public et qu'un seul titre de transport lui est fourni pour la totalité de la distance parcourue, l'intervention est égale au montant de l'intervention dans le prix de la carte train assimilée à l'abonnement social.

Art. 6. Dans tous les autres cas que ceux visés à l'article 5, l'intervention pour l'ensemble de la distance parcourue est égale à la somme des montants de l'intervention telle qu'elle est prévue aux articles 3, 4, et 5 du présent décret.

CHAPITRE VI. — *Utilisation de la bicyclette sur le chemin du travail*

Art. 7. § 1^{er}. Le membre du personnel visé à l'article 1^{er} qui utilise sa bicyclette afin de se rendre à son lieu de travail a droit, lorsque la distance à parcourir entre sa résidence et le lieu de travail est d'un kilomètre au moins, à une intervention égale à 0,15 euro par kilomètre parcouru à bicyclette, arrondi au kilomètre supérieur.

Est assimilé à la bicyclette un fauteuil roulant ou tout autre moyen de transport léger ou non motorisé.

La même intervention est accordée au membre du personnel qui utilise sa bicyclette pour se rendre de son domicile à un arrêt de transport en commun ou d'un arrêt de transport en commun à son lieu de travail, pour autant que l'utilisation du transport en commun serve à se rendre au lieu de travail et que la distance entre le lieu de résidence ou de travail et l'arrêt du transport en commun soit d'un kilomètre au moins.

§ 2. L'utilisation de la bicyclette peut précéder ou suivre l'utilisation d'un véhicule automoteur privé pour autant que le véhicule ne soit pas propriété du membre du personnel et qu'il soit simultanément utilisé pour le déplacement de plusieurs personnes n'habitant pas sous le même toit. Les règles du § 1^{er} sont également d'application dans ce cas.

§ 3. L'intervention perçue pour l'utilisation de la bicyclette ne peut en aucun cas être cumulée avec l'intervention dans des frais de transport en commun pour le même trajet et la même période.

§ 4. L'octroi de l'intervention est réservé au membre du personnel qui justifie l'usage de la bicyclette pour les trajets visés au paragraphe 1^{er}, pendant au moins dix jours ouvrables par mois.

CHAPITRE VII. — *Modalités de l'intervention octroyée aux membres du personnel*

Art. 8. § 1^{er}. L'intervention dans les frais de transport en commun public est payée contre remise du titre de transport délivré par les sociétés organisant le transport en commun public et est subordonnée à la production d'une déclaration signée par le membre du personnel et mentionnant que ce moyen de transport est habituellement utilisé sur cette distance.

Dans le cas où le membre du personnel exerce ses fonctions dans plusieurs établissements d'enseignement ou plusieurs centres et qu'il peut utiliser son ou ses titre(s) de transport pour se rendre vers les établissements d'enseignement ou centres où il travaille, il remet son ou ses titre(s) de transport, selon le cas, au chef d'établissement, au pouvoir organisateur ou au directeur du centre où il travaille le plus grand nombre d'heures.

A nombre égal d'heures, le membre du personnel remet son ou ses titre(s) de transport, selon le cas, au chef d'établissement, au pouvoir organisateur ou au directeur du centre où il compte le plus d'ancienneté.

Dans le cas où le membre du personnel exerce ses fonctions dans plusieurs établissements d'enseignement ou plusieurs centres et qu'il ne peut pas utiliser le(s) même(s) titre(s) de transport, il remet à chaque chef d'établissement, pouvoir organisateur ou directeur de centre concerné le ou les titre(s) de transport spécifique pour se rendre vers le(s) établissement(s) d'enseignement ou centre(s) concerné(s).

Toute modification doit être signalée dans le mois de sa date.

Les documents visés à l'alinéa 1 doivent être déposés soit à la fin du mois, soit à l'expiration de la validité du titre de transport.

§ 2. L'intervention dans l'utilisation de la bicyclette sur le chemin du travail est payée contre remise à la fin de chaque mois du formulaire établi selon le modèle établi par le Gouvernement.

Sur ce formulaire, le membre du personnel indique le nombre total de kilomètres parcourus, arrondi à l'unité supérieure, ainsi que le montant de l'indemnité auquel il estime avoir droit.

La première introduction de ce formulaire est accompagnée d'une description de l'itinéraire emprunté ainsi que du kilométrage aller et retour que celui-ci comporte. Le choix de ce parcours est adapté aux spécificités propres aux déplacements en bicyclette, en particulier à celles que requiert la sécurité du cycliste dans la circulation.

Toute modification ultérieure de l'itinéraire fait l'objet d'une nouvelle description et d'une justification appropriée.

§ 3. Si les documents visés aux paragraphes 1^{er} et 2 ne sont pas remis dans le mois qui suit soit la fin du mois visé au paragraphe 1^{er}, alinéa 6 et au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, soit l'expiration du délai de validité du titre de transport visé au paragraphe 1^{er}, alinéa 6, le membre du personnel perd son droit au remboursement visé à l'article 2 du présent décret.

Le délai visé à l'alinéa précité est suspendu pendant juillet et août.

Art. 9. L'intervention, selon le cas, dans les frais de transport en commun public supportés par le membre du personnel et/ou dans l'utilisation de la bicyclette est payée dans les 2 mois de la date où les documents sont remis conformément à l'article 8, § 1^{er} et § 2.

En cas d'utilisation de la bicyclette, l'intervention est payée après vérification du formulaire visé à l'article 8, § 2.

Art. 10. § 1^{er}. Le coût des interventions pour les membres du personnel des Instituts supérieurs d'architecture et des Ecoles supérieures des arts organisés par la Communauté française est à charge de la dotation globale qu'ils reçoivent chacun conformément à l'article 3, § 1^{er}, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement.

Le coût des interventions pour les membres du personnel des Instituts supérieurs d'architecture et des Ecoles supérieures des arts subventionnés est à charge de la subvention de fonctionnement qu'ils reçoivent chacun conformément à l'article 32, § 2, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement.

Le coût des interventions pour les membres du personnel des Hautes Ecoles est à charge du solde de l'allocation annuelle globale qu'elles reçoivent chacune conformément à l'article 29 du décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française.

§ 2. Les articles 11 et 12 du présent décret ne sont pas applicables aux Instituts supérieurs d'architecture, Ecoles supérieures des arts et aux Hautes Ecoles.

CHAPITRE VIII. — *Remboursement de l'intervention par les services du Gouvernement*

Art. 11. Selon le cas, les pouvoirs organisateurs, les chefs d'établissement, les directeurs des centres visés à l'article 2 du présent décret font parvenir une déclaration de créance accompagnée de la preuve de l'intervention dans les frais de transport en commun public selon le modèle type établi par le Gouvernement.

Dans les trois mois de la réception de la déclaration de créance visée à l'alinéa 1^{er}, les services du Gouvernement leur remboursent l'intervention visée à l'article 2.

Sous peine de perte du droit au remboursement, la déclaration de créance visée à l'alinéa 1^{er} doit être introduite au plus tard dans le mois qui suit l'intervention visée à l'article 2.

CHAPITRE IX. — *De la mutualisation de la charge des frais de transport*

Art. 12. § 1^{er}. L'ensemble des charges financières résultant des remboursements aux chefs d'établissement par les services du Gouvernement conformément à l'article 11 du présent décret est imputé à charge du solde visé à l'article 3, § 3bis, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement.

L'ensemble des charges financières résultant des remboursements aux pouvoirs organisateurs par les services du Gouvernement conformément à l'article 11 du présent décret est imputé, dans la proportion visée au § 2, sur la part que chaque pouvoir organisateur reçoit comme subvention de fonctionnement conformément à l'article 32, § 2, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement.

L'ensemble des charges financières résultant des remboursements aux centres psycho-médico-sociaux par les services du Gouvernement conformément à l'article 11 du présent décret est imputé, dans la proportion visée au § 2, sur la part que chaque centre psycho-médico-social reçoit comme dotation conformément à l'article 21 de l'arrêté royal organique des centres psycho-médico-sociaux du 13 août 1962.

L'ensemble des charges financières résultant des remboursements aux pouvoirs organisateurs des centres psycho-médico-sociaux par les services du Gouvernement conformément à l'article 11 du présent décret est imputé, dans la proportion visée au § 2, sur la part que chaque pouvoir organisateur reçoit comme subvention de fonctionnement conformément à l'article 52 de l'arrêté royal organique des centres psycho-médico-sociaux du 13 août 1962.

§ 2. La proportion visée au § 1^{er}, alinéas 2, 3 et 4, est égale à la part de dotation ou subvention de fonctionnement reçue par le pouvoir organisateur ou le centre psycho-médico-social par rapport à l'ensemble des dotations ou subventions dues aux établissements d'enseignement ou aux centres psycho-médico-sociaux dans le même niveau et dans le même réseau, avec comme réseaux : l'enseignement officiel subventionné, l'enseignement libre confessionnel et l'enseignement libre non confessionnel.

§ 3. Les imputations visées au § 1^{er} doivent se faire au plus tard sur les dotations ou subventions dues pour la deuxième année scolaire qui suit celle qui a généré les frais de transport.

§ 4. La mutualisation est limitée, pour ce qui concerne les frais de transport visés aux articles 3 à 7, à maximum 1 pour cent du solde visé au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, ou de l'ensemble des subventions ou dotations de fonctionnement visé au § 2.

Art. 13. Le Gouvernement procèdera à l'évaluation de l'application de l'article 12 trois ans après l'entrée en vigueur du présent décret.

CHAPITRE X. — *Modifications de l'arrêté du 12 décembre 1994 du Gouvernement de la Communauté française relatif à l'intervention de l'employeur dans les frais de transport des membres statutaires du personnel scientifique, administratif, technique et ouvrier des institutions universitaires organisées par la Communauté française*

Art. 14. A l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif à l'intervention de l'employeur dans les frais de transport des membres statutaires du personnel scientifique, administratif, technique et ouvrier des institutions universitaires organisées par la Communauté française avant les mots « Il est accordé une intervention (...) » sont ajoutés les mots : - « Sans préjudice de l'application d'autres dispositions légales et réglementaires concernant l'intervention financière de l'employeur dans le prix du transport des membres de son personnel, ».

Art. 15. Dans l'article 3 du même arrêté, les termes « et pour des parcours sur une distance égale ou supérieure à trois kilomètres, depuis la halte de départ, » sont supprimés.

Art. 16. L'article 4 du même arrêté est abrogé.

Art. 17. L'article 5 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Pour les transports en commun publics autres que le transport par chemin de fer sur une distance, à partir de la halte de départ, égale ou supérieure à 3 km, le montant de l'intervention est fixé comme suit :

a) lorsque le prix est unique, sans indication de la distance, quelle qu'elle soit et que celle-ci ne peut être contrôlée, l'intervention est fixée de manière forfaitaire à 50 % du prix effectivement payé par le membre du personnel, sans toutefois dépasser le montant de l'intervention dans le prix de la carte train assimilée à l'abonnement social pour une distance de 7 km;

b) lorsque le prix du transport est proportionnel à la distance, l'intervention est égale au montant de l'intervention dans le prix de la carte train assimilée à l'abonnement social pour une distance correspondante.

L'intervention est calculée de la même façon lorsque, en cas de prix unique, la distance parcourue est mentionnée par le titre de transport ou peut être contrôlée auprès de la société organisant le transport utilisé par le membre du personnel. »

Art. 18. Dans l'article 6 du même arrêté, les alinéas 2 et 3 sont supprimés.

Art. 19. Un chapitre *IVbis* libellé comme suit est inséré dans le même arrêté :

« CHAPITRE *IVbis*. — *Utilisation de la bicyclette sur le chemin du travail*

Art. 7bis. § 1^{er}. Le membre du personnel visé à l'article 1^{er} qui utilise sa bicyclette afin de se rendre à son lieu de travail a droit, lorsque la distance à parcourir entre sa résidence et le lieu de travail est d'un kilomètre au moins, à une intervention égale à 0,15 euro par kilomètre parcouru à bicyclette, arrondi au kilomètre supérieur.

Est assimilé à la bicyclette un fauteuil roulant ou tout autre moyen de transport léger ou non motorisé.

La même intervention est accordée au membre du personnel qui utilise sa bicyclette pour se rendre de son domicile à un arrêt de transport en commun ou d'un arrêt de transport en commun à son lieu de travail, pour autant que l'utilisation du transport en commun serve à se rendre au lieu de travail et que la distance entre le lieu de résidence ou de travail et l'arrêt du transport en commun soit d'un kilomètre au moins.

§ 2. L'utilisation de la bicyclette peut précéder ou suivre l'utilisation d'un véhicule automoteur privé pour autant que le véhicule ne soit pas propriété du membre du personnel et qu'il soit simultanément utilisé pour le déplacement de plusieurs personnes n'habitant pas sous le même toit. Les règles du § 1^{er} sont également d'application dans ce cas.

§ 3. L'intervention perçue pour l'utilisation de la bicyclette ne peut en aucun cas être cumulée avec l'intervention dans des frais de transport en commun pour le même trajet et la même période.

§ 4. L'octroi de l'intervention est réservé au membre du personnel qui justifie l'usage de la bicyclette pour les trajets visés au paragraphe 1^{er}, pendant au moins dix jours ouvrables par mois. »

Art. 20. L'article 8 du même arrêté est remplacé comme suit :

« § 1^{er}. L'intervention dans les frais de transport en commun public est payée contre remise du titre de transport délivré par les sociétés organisant le transport en commun public et est subordonnée à la production d'une déclaration signée par le membre du personnel et mentionnant que ce moyen de transport est habituellement utilisé sur cette distance.

Toute modification doit être signalée dans le mois de sa date.

Les documents visés à l'alinéa 1^{er} doivent être déposés soit à la fin du mois, soit à l'expiration de la validité du titre de transport.

§ 2. L'intervention dans l'utilisation de la bicyclette sur le chemin du travail est payée contre remise à la fin de chaque mois du formulaire établi selon le modèle établi par le Gouvernement.

Sur ce formulaire, le membre du personnel indique le nombre total de kilomètres parcourus, arrondi à l'unité supérieure, ainsi que le montant de l'indemnité auquel il estime avoir droit.

La première introduction de ce formulaire est accompagnée d'une description de l'itinéraire emprunté ainsi que du kilométrage aller et retour que celui-ci comporte. Le choix de ce parcours est adapté aux spécificités propres aux déplacements en bicyclette, en particulier à celles que requiert la sécurité du cycliste dans la circulation.

Toute modification ultérieure de l'itinéraire fait l'objet d'une nouvelle description et d'une justification appropriée.

§ 3. Si les documents visés aux paragraphes 1^{er} et 2 ne sont pas remis dans le mois qui suit soit la fin du mois visé au paragraphe 1^{er}, alinéa 3, et au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, soit l'expiration du délai de validité du titre de transport visé au paragraphe 1^{er}, alinéa 3, le membre du personnel perd son droit au remboursement visé à l'article 2 du présent décret.

Le délai visé à l'alinéa précité est suspendu pendant juillet et août. »

Art. 21. L'article 9 du même arrêté est remplacé comme suit :

« Art. 9. L'intervention, selon le cas, dans les frais de transport en commun public supportés par le membre du personnel et/ou dans l'utilisation de la bicyclette est payée dans les 2 mois de la date où les documents sont remis conformément à l'article 8, § 1^{er} et § 2.

En cas d'utilisation de la bicyclette, l'intervention est payée après vérification du formulaire visé à l'article 8, § 2. »

Art. 22. Il est inséré dans le même arrêté un article *9bis* libellé comme suit :

« Art. *9bis*. Le coût des interventions est à charge des allocations annuelles de fonctionnement que les institutions universitaires reçoivent conformément à l'article 25 de la loi du 27 juillet 1971. »

CHAPITRE XI. — *Dispositions finales*

Art. 23. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} septembre 2003.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 17 juillet 2003.

Le Ministre-Président, chargé des Relations internationales,
H. HASQUIN

Le Ministre de la Culture, de la Fonction publique et des Sports,
C. DUPONT

Le Ministre de l'Enfance, chargé de l'Enseignement fondamental,
de l'Accueil et des Missions confiées à l'O.N.E.,
J.-M. NOLLET

Le Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial,
P. HAZETTE

Le Ministre du Budget,
M. DAERDEN

Le Ministre des Arts et des Lettres et de l'Audiovisuel,
D. DUCARME

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale
et de la Recherche scientifique,
Mme F. DUPUIS

La Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,
Mme N. MARECHAL

—
Note

(1) *Session 2002-2003.*

Documents du Conseil. — Projet de décret, 425 - n° 1. — Rapport, 425 - n° 2.

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 15 juillet 2003.

—
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2003 — 3358

[C - 2003/29433]

17 JULI 2003. — Decreet betreffende een bijdrage in de kosten voor het gebruik van openbare gemeenschappelijke vervoermiddelen en/of van de fiets door de personeelsleden (1)

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Toepassingsgebied*

Artikel 1. § 1. Dit decreet is van toepassing op :

1° de personeelsleden en de hoofden van de inrichtingen voor kleuter-, lager, basis-, secundair onderwijs, onderwijs voor sociale promotie, de Hogescholen, de Hogere kunstschole en het « Institut supérieur d'architecture » georganiseerd door de Franse Gemeenschap;

2° de gesubsidieerde personeelsleden en de inrichtende machten van de inrichtingen voor kleuter-, lager, basis-, secundair onderwijs, secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan, onderwijs voor sociale promotie, de Hogescholen, de Hogere kunstschole en de Hogere instituten voor architectuur gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap;

3° de leden van het technisch personeel en de directeurs van de psycho-medisch-sociale centra georganiseerd door de Franse Gemeenschap;

4° de leden van het gesubsidieerd technisch personeel en de inrichtende machten van de psycho-medisch-sociale centra gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap;

5° de leden van het administratief personeel, de leden van het beheerspersoneel, het vak- en dienstpersoneel en de hoofden van de inrichtingen voor kleuter-, lager, basis-, secundair onderwijs, onderwijs voor sociale promotie, de Hogescholen, de Hogere kunstschole en de Hogere instituten voor architectuur georganiseerd door de Franse Gemeenschap.

§ 2. De gesubsidieerde contractuelen worden beschouwd als personeelsleden voor de toepassing van § 1.

Voor de toepassing van dit decreet moet onder hoofd van een inrichting verstaan worden :

— In de Hogescholen van de Franse Gemeenschap, de raad van bestuur;

— In de hogere kunstschole en de Hogere instituten voor architectuur, de directeur.

HOOFDSTUK II. — *Recht op een bijdrage*

Art. 2. Teneinde de in artikel 1 bedoelde personeelsleden toe te laten zich elke dag van hun woonplaats naar hun werkplaats te begeven en omgekeerd, wordt hun een bijdrage toegekend in de kosten voor het gebruik van openbare gemeenschappelijke vervoermiddelen en/of van de fiets.

De bijdrage is ten laste van :

— de inrichtende macht van de inrichtingen voor kleuter-, lager, basis-, secundair onderwijs, secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan, onderwijs voor sociale promotie, de Hogescholen, de Hogere kunstscholen en de Hogere instituten voor architectuur gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap als het gaat over een gesubsidieerd personeelslid van het gesubsidieerd onderwijs;

— de inrichting voor kleuter-, lager, basis-, secundair onderwijs, onderwijs voor sociale promotie, de Hogescholen, de Hogere kunstscholen en het «Institut supérieur d'architecture» georganiseerd door de Franse Gemeenschap als het gaat over een personeelslid van het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap;

— het psycho-medisch-sociaal centrum als het gaat over een lid van het technisch personeel van de psycho-medisch-sociale centra georganiseerd door de Franse Gemeenschap;

— de inrichtende macht als het gaat over een lid van het gesubsidieerd technisch personeel van de psycho-medisch-sociale centra gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.

HOOFDSTUK III. — *Openbaar gemeenschappelijk vervoer via de spoorweg*

Art. 3. Onverminderd de toepassing van andere wets- en verordeningbepalingen betreffende de financiële bijdrage van de werkgever in de prijs van het vervoer van de leden van zijn personeel, voor het vervoer georganiseerd door de Nationale Maatschappij van de Belgische Spoorwegen, wordt de bijdrage in de prijs van de treinkaart, die gelijkgesteld is met het sociaal abonnement, gelijk aan het bedrag opgenomen in de tabel gevoegd bij het koninklijk besluit tot uitvoering van de wet van 27 juli 1962 tot vaststelling van een werkgeversbijdrage in het verlies geleden door de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen ingevolge de uitgifte van abonnementen voor werkliden en bedienden.

HOOFDSTUK IV. — *Openbaar gemeenschappelijk vervoer ander dan via de spoorweg*

Art. 4. Voor het openbaar gemeenschappelijk vervoer ander dan via de spoorweg over een afstand van 3 km of meer vanaf de vertrekhalte, wordt het bedrag van de bijdrage als volgt vastgesteld :

a) wanneer de prijs enig is, zonder vermelding van de afstand, welke die ook kan zijn en deze niet gecontroleerd kan zijn, wordt de bijdrage vastgesteld op een forfaitaire wijze op 50 % van de prijs effectief betaald door het personeelslid, zonder evenwel het bedrag van de bijdrage in de prijs van de treinkaart gelijkgestelde lid met een sociaal abonnement voor een afstand van 7 km, te overschrijden;

b) Wanneer de vervoerprijs evenredig is met de afstand, is de bijdrage gelijk aan het bedrag van de bijdrage in de prijs van de treinkaart gelijkgesteld met het sociaal abonnement voor een overeenstemmende afstand.

De bijdrage wordt op dezelfde wijze berekend wanneer, in geval van enige prijs, de afgelegde afstand vermeld is op het vervoerbewijs of gecontroleerd kan worden bij de maatschappij die het vervoer organiseert dat gebruikt wordt door het personeelslid.

HOOFDSTUK V. — *Gecombineerd openbaar gemeenschappelijk vervoer*

Art. 5. Wanneer het personeelslid verschillende openbare gemeenschappelijke vervoermiddelen combineert en slechts een vervoerbewijs uitgereikt wordt voor de volledige afgelegde afstand, is de bijdrage gelijk aan het bedrag van de bijdrage in de prijs van de treinkaart gelijkgesteld met een sociaal abonnement.

Art. 6. In alle in artikel 5 niet bedoelde gevallen, is de bijdrage in het geheel van de afgelegde afstand gelijk aan de som van de bedragen van de bijdrage zoals bedoeld in de artikelen 3, 4 en 5 van dit decreet.

HOOFDSTUK VI. — *Gebruik van de fiets op de weg van en naar het werk*

Art. 7. § 1. Het in artikel 1 bedoeld personeelslid dat zijn fiets gebruikt om zich naar zijn werkplaats te begeven, heeft, wanneer de afstand af te leggen tussen zijn woonplaats en de werkplaats minstens één kilometer bedraagt, recht op een bijdrage gelijk aan 0,15 euro per kilometer afgelegd met de fiets, naar boven afgerond.

Een rolstoel of elk ander licht of niet-gemotoriseerd vervoermiddel wordt gelijkgesteld met een fiets.

Dezelfde bijdrage wordt toegekend aan het personeelslid dat zijn fiets gebruikt om zich van zijn woonplaats naar een halte van een gemeenschappelijk vervoermiddel of van de halte van een gemeenschappelijk vervoermiddel naar zijn werkplaats te begeven, voor zover het gebruik van het gemeenschappelijk vervoer dient om zich naar de werkplaats te begeven en de afstand tussen de woonplaats of de werkplaats en de halte van het gemeenschappelijk vervoermiddel minstens één kilometer bedraagt.

§ 2. Het gebruik van de fiets kan het gebruik van een gemotoriseerd privé-voertuig voorafgaan of volgen, voor zover het vervoermiddel geen eigendom is van het personeelslid en het tegelijkertijd gebruikt wordt voor het vervoer van meerdere personen die niet onder hetzelfde dak wonen. De regels van § 1 zijn eveneens van toepassing in dat geval.

§ 3. De bijdrage ontvangen voor het gebruik van de fiets kan geenszins gecumuleerd worden met de bijdrage in de kosten voor het gemeenschappelijk vervoer voor dezelfde weg en dezelfde periode.

§ 4. De toekenning van de bijdrage wordt voorbehouden voor het personeelslid dat het gebruik van de fiets aantoonbaar is voor de afstanden bedoeld in paragraaf 1, gedurende minstens tien werkdagen per maand.

HOOFDSTUK VII. — *Nadere regels voor de bijdrage toegekend aan de personeelsleden*

Art. 8. § 1. De bijdrage in de kosten van gemeenschappelijk vervoer wordt betaald tegen afgifte van het vervoerbewijs verleend door de maatschappijen die het openbaar gemeenschappelijk vervoer organiseren en wordt ondergeschikt aan het overleggen van een verklaring ondertekend door het personeelslid die vermeldt dat dit vervoermiddel gewoonlijk gebruikt wordt over deze afstand.

Ingeval het personeelslid zijn ambt in verschillende onderwijsinrichtingen of verschillende centra zou uitoefenen en hij zijn vervoerbewijs(zen) zou kunnen gebruiken om zich naar de onderwijsinrichtingen of centra waar hij werkt, te begeven, overhandigt hij zijn vervoerbewijs(zen), naargelang het geval, aan het hoofd van de inrichting, aan de inrichtende macht of aan de directeur van het centrum waar hij het meeste aantal uren werkt.

Voor een gelijk aantal uren overhandigt het personeelslid zijn vervoerbewijs(zen), naargelang het geval, aan het hoofd van de inrichting, aan de inrichtende macht of aan de directeur van het centrum waar hij de meeste anciënniteit heeft.

Ingeval het personeelslid zijn ambt in verschillende onderwijsinrichtingen of verschillende centra zou uitoefenen en hij niet hetzelfde (dezelfde) vervoerbewijs(zen) zou kunnen gebruiken, overhandigt hij aan elk inrichtingshoofd, elke inrichtende macht of directeur van een betrokken centrum het (de) specifiek(e) vervoerbewijs(zen) om zich naar de onderwijsinrichting(en) of het/de betrokken centrum(a) te begeven.

Elke wijziging moet meegedeeld worden binnen de maand van de datum ervan.

De documenten bedoeld in lid 1 moeten ofwel op het einde van de maand, ofwel op het einde van de geldigheid van het vervoerbewijs overhandigd worden.

§ 2. De bijdrage in het gebruik van de fiets op de weg van en naar het werk wordt betaald tegen overhandiging op het einde van elke maand van het formulier vastgesteld volgens het model bepaald door de Regering.

Op dat formulier vermeldt het personeelslid het totaal aantal afgelegde kilometers, naar boven afgerond, alsmede het bedrag van de vergoeding waarop hij dunkt recht te hebben.

De eerste indiening van dat formulier wordt vergezeld met een beschrijving van de gebruikte weg alsmede met het aantal kilometers heen en terug. De keuze van die weg is aangepast aan de specificiteiten die eigen zijn aan de verplaatsingen met de fiets, in bijzonderheid die waarvoor de fietser moet oppassen in het verkeer.

Elke wijziging van de weg die achteraf plaatsheeft, moet gepaard gaan met een nieuwe beschrijving en een gepaste motivatie.

§ 3. Als de documenten bedoeld in de paragrafen 1 en 2 niet binnen de maand volgend op ofwel het einde van de maand bedoeld in paragraaf 1, lid 6 en in paragraaf 2, lid 1, hetzij het verstrijken van de termijn van geldigheid van het vervoerbewijs bedoeld in paragraaf 1, lid 6, verliest het personeelslid zijn recht op de terugbetaling bedoeld in artikel 2 van dit decreet.

De termijn bedoeld in het voornoemd lid wordt opgeschort in juli en augustus.

Art. 9. De bijdrage, naargelang het geval, in de kosten voor gemeenschappelijk vervoer betaald door het personeelslid en/of voor het gebruik van de fiets wordt betaald binnen de 2 maanden van de datum waarop de documenten overhandigd worden overeenkomstig artikel 8, § 1 en § 2.

Bij het gebruik van de fiets wordt de bijdrage uitbetaald na het formulier bedoeld in artikel 8, § 2, te hebben nagekeken.

Art. 10. § 1. De prijs van de bijdragen voor de personeelsleden van de Hogere instituten voor architectuur en de Hogere kunstschole georganiseerd door de Franse Gemeenschap is ten laste van de globale dotatie die ze elk krijgen overeenkomstig artikel 3, § 1, van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving.

De prijs van de bijdragen voor de personeelsleden van de Hogere instituten voor architectuur en de gesubsidieerde Hogere kunstschole is ten laste van de werkingssubsidie die ze elk verkrijgen overeenkomstig artikel 32, § 2, van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving.

De prijs van de bijdragen voor de personeelsleden van de Hogescholen is ten laste van het saldo van de globale jaarlijkse toelage die ze elk verkrijgen overeenkomstig artikel 29 van het decreet van 9 september 1996 betreffende de financiering van de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde Hogescholen.

§ 2. De artikelen 11 en 12 van dit decreet zijn niet van toepassing op de Hogere instituten voor architectuur, Hogere kunstschole en Hogescholen.

HOOFDSTUK VIII. — *Terugbetaling van de bijdrage door de Regeringsdiensten*

Art. 11. Naargelang het geval, laten de inrichtende machten, het hoofd van de inrichtingen, de directeurs van de centra bedoeld in artikel 2 van dit decreet een verklaring van schuldvordering bekomen samen met het bewijs van de bijdrage in de kosten voor het openbaar gemeenschappelijk vervoer volgens het model vastgesteld door de Regering.

Binnen de 3 maanden na de ontvangst van de verklaring van schuldvordering bedoeld in lid 1, betalen de Regeringsdiensten hun de in artikel 2 bedoeld bijdrage.

Op straffe van verlies van het recht op terugbetaling, moet de verklaring van schuldvordering bedoeld in lid 1 ingediend worden ten laatste binnen de maand volgend op de bijdrage bedoeld in artikel 2.

HOOFDSTUK IX. — *De mutualisering van de last van vervoerkosten*

Art. 12. § 1. Het geheel van de financiële lasten die voortvloeien uit de terugbetalingen aan de hoofden van de inrichtingen door de Regeringsdiensten overeenkomstig artikel 11 van dit decreet, wordt aangerekend ten laste van het saldo bedoeld in artikel 3, § 3bis, van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving.

Het geheel van de financiële lasten die voortvloeien uit de terugbetalingen aan de inrichtende machten door de Regeringsdiensten overeenkomstig artikel 11 van dit decreet wordt aangerekend, in de verhouding bedoeld in § 2, op het deel dat elke inrichtende macht als werkingssubsidie verkrijgt overeenkomstig artikel 32, § 2, van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving.

Het geheel financiële lasten die voortvloeien uit de terugbetalingen aan de psycho-medisch-sociale centra door de Regeringsdiensten overeenkomstig artikel 11 van dit decreet wordt, in de verhouding bedoeld in § 2, aangerekend op het deel dat elk psycho-medisch-sociaal centrum als dotatie verkrijgt overeenkomstig artikel 21 van het koninklijk besluit van 13 augustus 1962 tot regeling van de psycho-medisch-sociale centra.

Het geheel van de financiële lasten die voortvloeien uit de terugbetalingen aan de inrichtende machten van de psycho-medisch-sociale centra door de Regeringsdiensten overeenkomstig artikel 11 van dit decreet wordt, in de verhouding bedoeld in § 2, aangerekend op het deel dat elke inrichtende macht verkrijgt als werkingssubsidie overeenkomstig artikel 52 van het koninklijk besluit van 13 augustus 1962 tot regeling van de psycho-medisch-sociale centra.

§ 2. De verhouding bedoeld in § 1, leden 2, 3 en 4, is gelijk aan het deel werkingsdotatie of -subsidie verkregen door de inrichtende macht of het psycho-medisch sociaal centrum tegenover het geheel van de werkingsdotaties of -subsidies verschuldigd aan de onderwijsinrichtingen of psycho-medisch-sociale centra in hetzelfde niveau en in hetzelfde net met als netten : het gesubsidieerd officieel onderwijs, het confessioneel vrij onderwijs en het niet-confessioneel vrij onderwijs.

§ 3. De aanrekeningen bedoeld in § 1 moeten ten laatste verricht worden op de dotaties of subsidies die verschuldigd zijn voor het tweede schooljaar volgend op het jaar van de vervoerkosten.

§ 4. De mutualisering is, wat betreft de vervoerkosten bedoeld in de artikelen 3 tot 7, beperkt tot maximaal 1 percent van het saldo bedoeld in § 1, lid 1, of van het geheel van de werkingssubsidies of -dotaties bedoeld in § 2.

Art. 13. De Regering zal de evaluatie van de toepassing van artikel 12 drie jaar na de inwerkingtreding van dit decreet uitvoeren.

HOOFDSTUK X. — Wijzigingen van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 16 december 1994 betreffende de werkgeversbijdrage in de vervoerkosten van de statutaire leden van het wetenschappelijk, administratief, technisch en werkliedenpersoneel van de door de Franse Gemeenschap georganiseerde universitaire instellingen

Art. 14. In artikel 2 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de werkgeversbijdrage in de vervoerkosten van de statutaire leden van het wetenschappelijk, administratief, technisch en werkliedenpersoneel van de door de Franse Gemeenschap georganiseerde universitaire instellingen worden na de woorden « Een bijdrage in de kosten van de leden van het in art. 1 bedoeld personeel wordt » de volgende woorden toegevoegd :

« , onverminderd de toepassing van andere wets- en verordeningsbepalingen betreffende de financiële bijdrage van de werkgever in de prijs van het vervoer van de leden van zijn personeel, ».

Art. 15. In artikel 3 van hetzelfde besluit, worden de woorden « over een traject van 3 km of meer vanaf de vertrekhalte » geschrapt.

Art. 16. Artikel 4 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 17. Artikel 5 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Voor het openbaar gemeenschappelijk vervoer ander dan via de spoorweg over een afstand van 3 km of meer vanaf de vertrekhalte, wordt het bedrag van de bijdrage als volgt vastgesteld :

a) wanneer de prijs enig is, zonder vermelding van de afstand, welke die ook kan zijn en deze niet gecontroleerd kan zijn, wordt de bijdrage vastgesteld op een forfaitaire wijze op 50% van de prijs effectief betaald door het personeelslid, zonder evenwel het bedrag van de bijdrage in de prijs van de treinkaart gelijkgesteld met een sociaal abonnement voor een afstand van 7 km, te overschrijden.

b) wanneer de vervoerprijs evenredig is met de afstand, is de bijdrage gelijk aan het bedrag van de bijdrage in de prijs van de treinkaart gelijkgesteld met het sociaal abonnement voor een overeenstemmende afstand.

De bijdrage wordt op dezelfde wijze berekend wanneer, in geval van enige prijs, de afgelegde afstand vermeld is door het vervoerbewijs of gecontroleerd kan worden bij de maatschappij die het vervoer organiseert dat gebruikt wordt door het personeelslid. »

Art. 18. In artikel 6 van hetzelfde besluit worden de leden 2 en 3 geschrapt.

Art. 19. In hetzelfde besluit wordt een hoofdstuk *IVbis* ingevoegd, luidend als volgt :

« **HOOFDSTUK IVbis. — Gebruik van de fiets op de weg van en naar het werk**

Art. 7bis. § 1. Het in artikel 1 bedoeld personeelslid dat zijn fiets gebruikt om zich naar zijn werkplaats te begeven, heeft, wanneer de afstand af te leggen tussen zijn woonplaats en de werkplaats minstens één kilometer bedraagt, recht op een bijdrage gelijk aan 0,15 euro per kilometer afgelegd met de fiets, naar boven afgerond.

Een rolstoel of elk ander licht of niet-gemotoriseerd vervoermiddel wordt gelijkgesteld met een fiets.

Dezelfde bijdrage wordt toegekend aan het personeelslid dat zijn fiets gebruikt om zich van zijn woonplaats naar een halte van een gemeenschappelijk vervoermiddel of van een halte van een gemeenschappelijk vervoermiddel naar zijn werkplaats te begeven, voorzover het gebruik van het gemeenschappelijk vervoer dient om zich naar de werkplaats te begeven en de afstand tussen de woonplaats of de werkplaats en de halte van het gemeenschappelijk vervoer minstens één kilometer bedraagt.

§ 2. Het gebruik van de fiets kan het gebruik van een gemotoriseerd privé-voertuig voorafgaan of volgen, voor zover het vervoermiddel geen eigendom is van het personeelslid en het tegelijkertijd gebruikt wordt voor het vervoer van verschillende personen die niet onder hetzelfde dak wonen. De regels van § 1 zijn eveneens van toepassing in dat geval.

§ 3. De bijdrage ontvangen voor het gebruik van de fiets kan geenszins gecumuleerd worden met de bijdrage in de kosten voor gemeenschappelijk vervoer voor dezelfde weg en dezelfde periode.

§ 4. De toekenning van de bijdrage wordt behouden voor het personeelslid dat het gebruik van de fiets aantoonbaar voor de wegen bedoeld in paragraaf 1, gedurende minstens tien werkdagen per maand. »

Art. 20. Artikel 8 van hetzelfde besluit wordt als volgt vervangen :

« § 1. De bijdrage in de kosten voor openbaar gemeenschappelijk vervoer wordt betaald tegen afgifte van het vervoerbewijs verleend door de maatschappijen die het openbaar vervoer organiseren en wordt ondergeschikt aan de overlegging van een verklaring ondertekend door het personeelslid die vermeldt dat dit vervoermiddel gewoonlijk gebruikt wordt over deze afstand.

Elke wijziging moet meegedeeld worden binnen de maand van de datum ervan.

De documenten bedoeld in lid 1 moeten ofwel op het einde van de maand, ofwel op het einde van de geldigheid van het vervoerbewijs overhandigd worden.

§ 2. De bijdrage in het gebruik van de fiets op de weg van en naar het werk wordt betaald tegen overhandiging op het einde van elke maand van het formulier vastgesteld volgens het model bepaald door de Regering.

Op dat formulier vermeldt het personeelslid het totaal aantal afgelegde kilometers, naar boven afgerond, alsmede het bedrag van de vergoeding waarop hij dunkt recht te hebben.

De eerste indiening van dat formulier wordt vergezeld met een beschrijving van de gebruikte weg alsmede met het aantal kilometers heen en terug. De keuze van die weg wordt aangepast aan de specificiteiten die eigen zijn aan de verplaatsingen met de fiets, in bijzonderheid deze die vereist zijn voor de veiligheid van de fietser in het verkeer.

Elke wijziging van de weg die achteraf plaatsheeft, moet gepaard gaan met een nieuwe beschrijving en een gepaste motivatie.

§ 3. Als de documenten bedoeld in de paragrafen 1 en 2 niet binnen de maand volgend op ofwel het einde van de maand bedoeld in paragraaf 1, lid 6 en in paragraaf 2, lid 1, ofwel het verstrijken van de termijn van geldigheid van het vervoerbewijs bedoeld in paragraaf 1, lid 6, verliest het personeelslid zijn recht op de terugbetaling bedoeld in artikel 2 van dit decreet.

De termijn bedoeld in het voornoemd lid wordt opgeschort in juli en augustus. »

Art. 21. Artikel 9 van hetzelfde besluit wordt als volgt vervangen :

« Art. 9. De bijdrage, naargelang het geval, in de kosten voor openbaar gemeenschappelijk vervoer voor de openbare gemeenschappelijke vervoerkosten betaald door het personeelslid en/of voor het gebruik van de fiets wordt betaald binnen de 2 maanden na de datum waarop de documenten overhandigd worden overeenkomstig artikel 8, § 1 en § 2.

Bij het gebruik van de fiets wordt de bijdrage uitbetaald na het formulier bedoeld in artikel 8, § 2, te hebben nagekeken. »

Art. 22. In hetzelfde besluit wordt een artikel 9bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 9bis. De prijs van de bijdragen is ten laste van de jaarlijkse werkingstoelagen die de universitaire instellingen verkrijgen overeenkomstig artikel 25 van de wet van 27 juli 1971. »

HOOFDSTUK XI. — *Slotbepalingen*

Art. 23. Dit decreet treedt in werking op 1 september 2003.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 17 juli 2003.

De Minister-President, belast met de Internationale Betrekkingen,
H. HASQUIN

De Minister van Cultuur, Ambtenarenzaken, Jeugd en Sport,
C. DUPONT

De Minister van Kinderwelzijn, belast met het Basisonderwijs,
de Opvang en de Opdrachten toegewezen aan de « O.N.E. »,
J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair Onderwijs en Buitengewoon Onderwijs,
P. HAZETTE

De Minister van Begroting,
M. DAERDEN

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie en Wetenschappelijk Onderzoek,
Mevr. F. DUPUIS

De Minister van Kunsten, Letteren en de Audiovisuele Sector,
D. DUCARME

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,
Mevr. N. MARECHAL

—
Nota

(1) *Zitting 2002-2003.*

Stukken van de Raad. — Decreetontwerp, 425 - nr. 1. — Verslag, 425 - nr. 2.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 15 juli 2003.

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2003 — 3359

[C - 2003/29468]

17 JUILLET 2003. — Décret portant des dispositions générales relatives à l'enseignement en langue d'immersion et diverses mesures en matière d'enseignement (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales relatives à l'apprentissage en langue d'immersion*

Article 1^{er}. Il est institué un jury habilité à délivrer un « certificat de connaissance approfondie d'une langue en vue de l'enseignement de cours en langue d'immersion ».

§ 2. Le jury comporte trois sections : une section « langue anglaise », une section « langue allemande » et une section « langue néerlandaise ».

§ 3. Chaque section comprend 8 membres effectifs et 8 membres suppléants, porteurs d'un titre requis ou d'un titre jugé suffisant A pour exercer la fonction d'instituteur maternel chargé des cours en immersion, la fonction d'instituteur primaire chargé des cours en immersion, la fonction de professeur de cours généraux chargé des cours en immersion au degré inférieur ou la fonction de professeur de cours généraux chargé des cours en immersion au degré supérieur, avec une représentation de deux membres pour chaque fonction. Tous doivent être habilités à enseigner dans la langue de l'immersion faisant l'objet de l'examen.

Le président et son suppléant sont choisis parmi les agents des services du Gouvernement de rang 12 au moins. Le secrétaire et son suppléant sont choisis parmi les agents des services du Gouvernement de niveau 2 au moins.